



La « belle victoire » du PASOK

La victoire du PASOK aux élections législatives grecques, anticipées doit-elle être vue comme un événement isolé ? Sans influence sur le reste de la social-démocratie européenne, là où la débâcle du SPD sonne aux oreilles de tous comme la conséquence de la panne de cette même social-démocratie ?

Tout le cycle électoral qui vient de s'achever, par deux victoires contre une défaite a ceci d'intéressant qu'il s'agit des trois situations différentes.

Au Portugal, les socialistes étaient déjà au pouvoir. Ils disposaient même d'une majorité absolue. Ils ont gagné à nouveau, mais avec désormais une marge de manœuvre plus réduite. En face, la droite n'a pas su incarner l'alternative. D'ailleurs, le bilan du gouvernement de José Sócrates était bon, jusqu'à ce que la crise ternisse l'avenir.

En Allemagne, le SPD était dans une coalition qui a brouillé la lisibilité de son message et qui n'a bénéficié qu'à la chancelière Angela Merkel. Plus que jamais, le recours à la Grande coalition est en question - l'expérience autrichienne voisine avec la série de défaites du SPÖ au profit cette fois de l'extrême droite le confirme régulièrement depuis plusieurs mois.

La situation grecque était différente. Assurément, Caramanlis, à la tête du gouvernement, a été incapable d'armer le pays contre la crise et inapte à répondre aux urgences dans la jeunesse dont la révolte avait gagné le reste du monde salarié, mobilisant les organisations syndicales et l'ensemble de la gauche dans un mouvement sans précédent.

L'électorat ne s'est pas trompé. Il a apporté une confiance claire et nette aux socialistes. Cette confiance est aussi une exigence tant les enjeux sont grands. Redresser la situation du pays. Rien de moins !

Alors pour une gauche en quête de nouvelle offre politique,

La première secrétaire du PS, Martine Aubry, a jugé dimanche soir que la victoire de Georges Papandréou, chef des socialistes grecs du Pasok, aux élections législatives, apportait «*un nouvel espoir de reconquêtes pour les socialistes et sociaux-démocrates européens*».

Dans un communiqué, le numéro un du Parti socialiste a adressé «*au nom des socialistes français, (ses) plus affectueuses félicitations à Georges Papandréou et à nos amis socialistes grecs, qui ont remporté ce soir la majorité des sièges au Parlement*».

«*La victoire du Pasok ouvre un nouvel avenir pour les grecs et apporte un nouvel espoir de reconquêtes pour les socialistes et sociaux-démocrates européens*», a conclu Mme Aubry.

qu'ont proposé les dirigeants du PASOK ?

Une politique économique axée sur la relance, une bonne gestion des affaires publiques par plus de transparence et le «développement vert». La hausse des salaires, la priorité à l'emploi et à l'éducation.

C'est la preuve que ce que portent les sociaux-démocrates, de Grèce ou d'ailleurs est la réponse aux préoccupations des gens, à condition que ce soit lisible.

Cette victoire clôt donc un cycle électoral qui intervient deux mois avant le Cinquième congrès du Parti socialiste européen qui se tiendra à Prague. Notre parti y enverra une délégation importante, car nous pensons que les organisations dont le PS est membre, comme le Parti socialiste européen ou l'Internationale sont ce que leurs organisations membres en font. En d'autres termes, nous devons travailler dans le PSE et dans l'IS avec autant d'assiduité et d'acharnement que dans notre propre parti, sinon, l'internationalisme que nous prônons dans les congrès et que certains chantent dans les banquets ne serait qu'un vœu pieux ou du folklore...

Avec le PASOK qui vient de gagner et le SPD qui va rentrer dans une phase de redéfinition, mais aussi avec d'autres grands partis de notre famille politique, les conditions commencent à être réunies pour travailler ensemble à la refondation du socialisme européen.

Le rôle des socialistes français dans ce débat est de première importance.

Jean-Christophe Cambadélis

Réunion de la présidence de l'Internationale socialiste à New York : Discours de Ségolène Royal

Voici le discours prononcé par Ségolène Royal à New York, devant l'IS, réunie le 23 septembre dernier.

Chers amis de l'Internationale Socialiste,

Je voudrais tout d'abord remercier Georges Papandréou, Président de l'Internationale socialiste et Président du PASOK de nous donner l'occasion de nous réunir ici, aux Nations-Unies, en ce lieu si symbolique. Cher Georges, nous espérons chaleureusement que le peuple de Grèce t'accordera sa confiance lors des élections générales qui se tiendront dans quelques jours.

Merci également à Ricardo Lagos, ancien Président du Chili, pour le remarquable rapport qu'il nous a remis, au nom de la Commission pour une société durable. Ricardo, tu me confirmes dans l'idée que nous aurons plus que jamais, nous socialistes de tous les pays, une voix puissante et originale à faire entendre à Copenhague.

Merci également à Jallal Talabani, Président de la République d'Irak d'être à nos côtés cet après-midi.

Comme vous tous ici, je voudrais que les mots que nous prononçons soient déjà des actes. Et que « dire » soit déjà « faire ».

J'étais à Rio en 1992 comme ministre de l'environnement de la France. Je suis à New-York en 2009.

17 ans.

17 longues années.

Et un sentiment qui gronde dans le cœur et l'âme des peuples du monde, un sentiment qui emporte tout, un sentiment que nous connaissons bien, nous, progressistes, parce qu'il est au principe de notre engagement : la colère.

Tout a déjà été dit. Depuis longtemps. Depuis trop longtemps. Trop de mots. Trop de déclarations sans effets. La valeur des engagements s'est émoussée, la valeur des serments s'est érodée.

Les beaux discours sur les tribunes. Les effets de manche. « Notre planète brûle et nous la regardons brûler » ; « nous révolutionnerons le capitalisme financier ».

Et derrière, la petitesse et la rouerie, et tout le monde qui se regarde en chien de faïence, et tout le monde qui regarde son voisin pour savoir s'il ne sera pas mieux traité.

Le bal des hypocrites.

Le bal des cyniques.

Le bal de ceux qui ne comprennent pas que le temps est venu.

Le bal de ceux qui ne voient pas que les peuples sont fatigués des simagrées des puissants.

Alors j'aimerais devant vous ne prononcer qu'un verbe.

Un verbe venu du tréfonds de notre conscience. Un verbe élémentaire. Un verbe clair et sonore, ardent.

Un verbe pour redonner du courage aux millions de réfugiés climatiques.

Un verbe pour dire aux centaines de millions de victimes de la crise financière : « vos vies valent plus que leurs profits »

Ce verbe, c'est le verbe « agir ».

J'ai écouté le Président Obama ce matin devant la tribune de l'Assemblée générale des Nations-Unies. J'ai entendu la force de mots sobres et efficaces. Les mots « actions » et « responsabilité ».

Il a énoncé des règles simples et courageuses. « Donner l'exemple ». « Conjuguer nos forces pour inventer un avenir meilleur ». « Agir sans attendre que d'autres aient fait le premier pas ».

Voilà ce que doit être une politique de générosité et de fraternité mondiale.

Il est des tournures d'esprit avec lesquels nous devons impérativement rompre : les jeux tactiques sans retours, les stratégies à trois bandes, à cinq bandes, à milles bandes. « Si je fais un pas en avant, l'autre me suivra-t-il ? » ; « si je m'engage, moi, nation du Nord, dans une réduction de 80% de mes émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, les pays émergents n'en profiteront-ils pas ? » « Si je durcis les conditions de rémunération des traders, les autres places financières n'en tireront-elles pas un avantage à mon détriment ? »

Tout cela est fini. Les petits calculs de la realpolitik sont aussi dérisoires que vains lorsque ce qui est en jeu, c'est la survie de l'espèce elle-même.

Que cela ne nous empêche pas de raisonner en termes d'intérêt bien compris. Bien sûr. Car loin de nous l'idée d'être des colombes naïves dans un univers d'acier. Mais je vous en conjure, regardons-le avec un peu de hauteur cet intérêt !

Car celui qui gagne, ce n'est pas celui qui ne lâche rien, c'est au contraire celui qui donne l'exemple et fait le premier pas.

Celui qui gagne dans le jeu international, c'est celui qui s'attire l'amitié des peuples, celui qui noue de nouvelles collaborations, celui qui respecte l'intérêt général.

Celui qui respecte contre celui qui méprise.

Celui qui est droit contre celui qui est tortueux et retors.

La nation la plus glorieuse aux yeux des générations futures, c'est celle qui, par la force contagieuse de sa vertu, aura su mettre en mouvement toutes les autres ; c'est celle qui, sans mots dire, par sa seule obstination à agir pour le mieux, aura contraint toutes les autres à se justifier. Et à agir à leur tour.

Regardez nos opinions publiques. Ne croyez-vous pas qu'elles demanderont des comptes à nos gouvernements si elles voient que d'autres vont plus loin, plus vite ?

La perception de notre commune humanité ne doit pas nous conduire à nier les concurrences, les intérêts divergents qui parfois nous opposent. Mais justement : retournons cette émulation, utilisons-là comme un levier d'Archimède, faisons en sorte qu'elle devienne une émulation pour le meilleur et non pour le pire.

Il est des moments de l'histoire où tout se cristallise, tout se dessine, tout se noue, tout se joue.

Nous vivons un tel moment.

Nous vivons une époque que les générations futures observeront en se disant : tout s'est décidé au cours de ces quelques mois de l'année 2009.

Tout, c'est d'abord les négociations sur le climat. Et je ne veux pas avoir à dire un jour à mes petits enfants : « nous n'avons pas été capables d'empêcher une hausse de la température du globe de plus de deux degrés, nous n'avons pas été capables de diminuer chez nous, dans les pays du Nord, nos émissions de plus de 80%. »

Je ne veux pas avoir à confesser un tel échec.

Et je suis sûre qu'aucun de nous ici ne le veut.

Alors la feuille de route est claire : objectifs chiffrés contraignants, étape intermédiaire en 2020 avec une réduction de 20% des rejets de gaz carbonique par rapport à 1990, réduction de 50% en 2050, 80 % pour les pays développés. Agissons enfin.

Tout, c'est ensuite l'avenir du capitalisme mondial. Je ne veux pas avoir à dire un jour à mes petits-enfants : « nous n'avons pas été capables de prévenir la grande crise mondiale des années 2020. » Je ne le veux pas et je suis sûre que personne ici ne le veut.

D'une certaine manière, nous avons la chance de pouvoir prédire l'avenir : si nous réformons en profondeur le système bancaire, par exemple en séparant banques de dépôts et banque d'affaires, si nous plafonnons les bonus des traders, si nous imposons des limites à la rémunération sans bornes que prélèvent les actionnaires, au détriment des salariés et de l'investissement dans l'entreprise, si nous faisons tout cela alors nous pourrions regarder les générations futures avec la fierté du devoir accompli.

Si nous ne le faisons pas, nous liron dans leur regard un légitime reproche : celui de n'avoir pas fait tout ce qui était en notre pouvoir pour leur épargner ce dont nous avons été nous même les victimes expiatoires.

Tout, c'est également le désarmement mondial. Il se passe ces jours-ci des événements inédits. Pendant quelques années, malgré la fin de la guerre froide, malgré la transformation profonde des conflits, nous avons pu croire que la réduction des arsenaux nucléaires marquait un pas. Mise en cause du Traité ABM sur les missiles anti-missiles, projet de bouclier aux marches de la Russie : la course semblait relancée, avec des effets de réverbération mondiaux, en Corée du Nord et en Iran notamment.

Des lueurs d'espoir apparaissent à nouveau. Enfin les Etats-Unis sont prêts à faire, courageusement, le premier pas en faveur d'une réduction. C'est une chance pour le monde entier.

Soutenons ces efforts partout. Ceux qui justifient la prolifération

en pointant du doigt les Etats-Unis en seront pour leur frais.

Soyons vertueux partout. Nous n'en serons que plus légitimes pour combattre avec une fermeté et une détermination sans faille toutes les formes de prolifération.

Tout, c'est enfin les inégalités Nord/Sud. Là aussi plus de grands discours. Plus de déclarations. Mais des actes. Un prélèvement sur les transactions de change par exemple, cette fameuse contribution Tobin, dont on reparle à nouveau. Les opinions sont prêtes, aux gouvernements de leur emboîter le pas.

Il y a 70 ans éclatait le second conflit mondial. Notre liberté, notre dignité, notre humanité étaient menacées. Des Nations aussi antithétiques que les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique se rassemblaient pour vaincre un même péril. Unis face à la même menace, face à la même barbarie. Unis par la même fraternité d'armes.

C'est avec le même esprit d'union internationale que nous devons renouer.

Le temps est à l'action, le temps est à la décision, le temps est la prise de conscience radicalement lucide que tout se joue ces jours ci, ces semaines ci.

Nous avons encore la possibilité de décider librement de notre avenir. Mais nous n'avons plus beaucoup de temps. A nous de faire notre devoir. A nous de faire ce qui est juste. A nous de donner le meilleur de nous pour un monde meilleur.

Élections allemandes : « Avec un SPD désormais hors de la coalition, Angela Merkel aura affaire à une opposition plus dure »

Jacques-Pierre Gougeon est universitaire et chercheur associé à l'IRIS. Il vient de publier *L'Allemagne du XXI^e siècle, une nouvelle nation ?* (Colin, 2009). Il s'exprimait dans Le Monde daté du 29 septembre sur le résultat des élections fédérales.

Peut-on parler d'une victoire d'Angela Merkel ?

Oui, même si la CDU/CSU a légèrement reculé. En recentrant son parti, elle lui a fait perdre des électeurs vers le FDP. Mais il a gagné des électeurs urbains et diplômés, attirés par une CDU plus moderne. Elle a changé l'image de la famille de son parti. Avec la crise, elle a tranché en faveur d'un pouvoir de régulation de l'Etat en matière économique. Résultat : 40 % des électeurs potentiels des Verts et 20 % de Die Linke estimaient qu'ils pouvaient voter Merkel. C'est une réussite de sa stratégie d'ouverture.

La coalition avec le FDP ne sera-t-elle pas conflictuelle ?

Il y a des points d'accord entre les deux partis, notamment sur la réduction des impôts et la politique éducative. Il y a aussi des points de divergence : les libéraux ne sont pas favorables au salaire minimum, que Mme Merkel a introduit dans sept branches professionnelles ; les libéraux souhaitent rendre plus flexible la législation sur les licenciements, ce à quoi Mme Merkel n'est pas favorable. L'Afghanistan peut être un sujet de tension, surtout avec Guido Westerwelle en ministre des affaires étrangères :

il a demandé que les troupes allemandes quittent l'Afghanistan, s'opposant en cela à Mme Merkel.

On peut aussi s'interroger sur la manière dont les futurs partenaires entendent financer l'Etat-providence, avec le déclin démographique annoncé : d'ici à 2050, l'Allemagne perdra 18 millions d'habitants. Comment financer les retraites et la santé, sachant que les dépenses de protection sociale, en Allemagne, correspondent déjà à 30 % du PIB ? Autre contradiction : les libéraux et la CDU veulent assainir les finances publiques et vite revenir à l'équilibre quasiment atteint sous la grande coalition en 2008 avec un déficit public atteignant 0,1 % du PIB. Comment faire, alors que les plans de relance correspondent à 3 % du PIB et que la CDU/CSU et le FDP veulent diminuer les impôts ?

Guido Westerwelle sera-t-il un allié fiable ?

Il a déjà une longue carrière politique, mais n'a jamais exercé de fonction ministérielle. Angela Merkel dégage la sérénité, lui peut être plus imprévisible. On l'a vu souvent changer de stratégie politique. La question est de savoir comment les libéraux vont exploiter leur très bon résultat de 14,6 % : vont-ils chercher à mettre la chancelière sous pression ou préféreront-ils lâcher sur certains points politiques, pour obtenir le maximum de ministères, après onze ans passés dans l'opposition ?

Mme Merkel doit-elle craindre une alliance des partis de gauche dans l'opposition ?

Avec un SPD désormais hors de la coalition, elle aura affaire à une opposition plus dure qui peut conduire à un rapprochement entre le SPD et Die Linke : ce qui n'était pas possible lorsque le SPD était au gouvernement peut le devenir. Un rassemblement de ces deux forces de gauche et des Verts pourrait à plus long terme constituer une alternative. Mais l'idée d'un rapprochement avec Die Linke ne fait pas l'unanimité au SPD.

Les libéraux risquent-ils de freiner les ambitions européennes ?

Les libéraux, par tradition, sont pro-européens. S'ils le sont moins aujourd'hui que ne l'étaient leurs prédécesseurs - je pense à Genscher -, ils ne font qu'épouser une tendance à une défense plus visible des intérêts nationaux. Ils peuvent être, plus que la CDU, le réceptacle des revendications de certains milieux économiques et être par exemple tentés de freiner la lutte contre le réchauffement climatique, au nom des intérêts du secteur automobile. Rien ne dit, d'ailleurs, qu'ils ne demanderont pas à avoir le poste de commissaire européen. Mme Merkel leur fera-t-elle cette concession ?

Communiqué de presse :

Jean-Christophe Cambadélis a qualifié dimanche de « *jour sombre pour la social-démocratie* » la victoire d'Angela Merkel en Allemagne.

« *Dans un contexte de participation extrêmement bas, la CDU et Angela Merkel remportent leur pari de porter au pouvoir une coalition libérale et conservatrice* », écrit le responsable dans un communiqué intitulé « *Un coup de barre à droite en Europe, un jour sombre pour la social-démocratie* ».

« *L'axe Merkel-Sarkozy-Barroso est plus à droite et plus libéral après cette élection* », déplore le député socialiste.

« *Le SPD enregistre une forte chute qui est l'expression de la*

panne de la social-démocratie en Europe. Entravé par une coalition dirigée par Angela Merkel et concurrencé par les Verts et Die Linke, qui ne réalise pas la percée attendue, le SPD n'a pu faire saisir l'enjeu de l'autre politique qu'il proposait aux Allemands », ajoute l'élu parisien.

Campagne en Grèce : Le PASOK revient au pouvoir

La victoire du PASOK a dépassé les espérances aux élections législatives en Grèce puisque le parti de Giorgos Papandreou a dépassé le seuil de 41 % pour disposer de la majorité à la Vouli, le Parlement grec. Désormais, le PASOK, qui fêtait ses 35 ans il y a quelques semaines, dispose de la majorité absolue, ce qui lui permettra de gouverner seul.

La défaite est cuisante pour la Nouvelle démocratie, conduite par le premier ministre sortant Costas Karamanlis, qui avait, pour la deuxième fois, convoqué des élections anticipées. On parle clairement de « suicide politique ». C'est le pire résultat de la droite depuis le retour de la démocratie en 1974.

Cette décision d'organiser des élections anticipées avait pourtant suscité beaucoup de critiques à droite. Dora Bakoyanni, ex-ministre des Affaires étrangères (et fille de l'ancien premier ministre Konstantinos Mitsotakis) figure parmi les successeurs potentiels. Mais la ND paye la corruption qui a touché ses rangs, y compris ceux de l'église.

Papandreou a fait « valider » son projet économique par le conseil d'Ecofin qui s'est réuni récemment à Göteborg, ce qui a certainement rassuré les électeurs centristes. Il a prévu, pour sortir de la crise, un programme de relance très volontariste qui propose l'augmentation des salaires et des retraites ainsi que des investissements publics, le renforcement des droits des travailleurs, la mise en place d'un système fiscal plus juste et des aides publiques à la création d'entreprises. Il a également promis plus de transparence dans la sphère publique, et plus d'efforts en matière de recherche et d'investissement sur le domaine environnemental.

Il a insisté à plusieurs reprises sur la nécessité de mieux défendre les intérêts grecs : ceci concerne notamment la position grecque dans les négociations pour faire accéder la Macédoine (FYROM) à l'UE et à l'OTAN, mais aussi la position du gouvernement sortant vis-à-vis des boucliers anti-missiles en Europe du Sud (où K. Karamanlis avait soutenu l'administration Bush), et enfin une renégociation de l'oléoduc Burgas-Alexandroupoli.

Au terme de ces élections, la troisième force politique demeure le Parti communiste (KKE), qui a renvoyé dos à dos renvoie idéologiquement ND et PASOK.

L'extrême droite (LAOS) a réussi à capter une partie des mécontents de la ND et à atteindre le nombre de 15 députés. Quant à l'extrême gauche, divisée sur la question du soutien à un gouvernement PASOK, elle n'a apparemment pas su bénéficier du mouvement de contestation dans la jeunesse de cet hiver.

E. Humbert-Dorfmueller

Élections portugaises : Les socialistes restent au pouvoir

La victoire du PS portugais était attendue, mais ce que guettaient les observateurs, c'était son ampleur. Comme prévu, le PS perd la majorité absolue, passant de 121 sièges gagnés en 2005 à une centaine environ. Le Parti social-démocrate, (PSD, droite) en gagne entre trois et cinq avec 78 sièges. La droite populiste (CDS-PP) passe de 12 à 21 sièges. Le Bloc de gauche (extrême gauche) double la mise, passant de 8 à 16 sièges, réalisant un meilleur résultat que l'alliance du Parti communiste et des Verts qui ne gagnent qu'un siège supplémentaire avec désormais 15 députés.

Le PS portugais était revenu au pouvoir en 2005 après que la droite, au pouvoir depuis 2002 et du premier ministre José Manuel Barroso, eût payé le prix de l'alignement sur la politique Bush et l'engagement en Irak. Barroso avait « opportunément » déserté vers Bruxelles pour aller prendre la présidence de la Commission européenne en 2004, laissant la droite sans chef. La déroute fut sévère aux élections législatives de 2005. La contestation populaire déjà forte dans les rues du pays se transforma dans les urnes en un plébiscite pour les socialistes puisque ceux-ci remportèrent la majorité absolue au Parlement. Par ailleurs, le parti décapité, vit défiler quatre présidents en cinq ans avant de se trouver comme chef de file, Manuela Ferreira Leite qui a conduit la campagne du PSD.

Au Portugal, le Président de la République n'a pas les mêmes pouvoirs qu'en France, mais depuis que Cavaco Silva (PSD) a été élu président en 2006 grâce à la division de la gauche (Soares avait été contesté par un autre candidat socialiste), il joue un rôle politique d'autant plus grand qu'il est le leader historique du PSD. Son implication dans la campagne de son parti fait que la défaite de dimanche est aussi un revers pour lui.

Fortement frappé par la crise, le Portugal devrait atteindre une récession de 3,5%, et un taux de chômage de 9,1%, un record depuis 1986. Le déficit public devrait atteindre 5,9% du PIB à la fin de l'année, soit le double de la limite autorisée par Bruxelles. L'endettement attend 74 % du PIB.

Les réformes structurelles engagées par le premier gouvernement ont du être menées aux forceps, mais elles étaient nécessaires. Mais la crise est venu percuter une situation économique qui était très bien encore en 2007. Pour autant, il s'agit pour les socialistes portugais d'une « victoire électorale extraordinaire » intervenue « dans des circonstances très difficiles ». Celle « d'un programme de réformes, de modernisation et de justice sociale ».

Un duel d'image

Incontestablement, le duel entre la présidente du PSD et le président du PS, Premier ministre sortant tourna à un duel d'images tant les personnalités sont différentes.

Ferreira, 69 ans, est une femme, conservatrice et austère, assidue à la messe dominicale, elle répugne aux artifices de la communication, alors qu'elle passe pour une gaffeuse et qu'elle est imprévisible. Elle préfère les « séances publiques d'explication » aux meetings de masse. Economiste, plusieurs fois ministres, ancienne du Conseil d'Etat, elle s'était retirée de la politique avant d'y revenir en 2008. Son image ne lui a pas valu le soutien indéfectible de son parti. En termes de programme politique,

José Sócrates, 52 ans, incarnait, à l'instar de Zapatero, une nouvelle figure politique de la gauche portugaise qui avait tourné la page Soares. Il a une réputation d'homme têtue et impatient. Le choix d'un gouvernement minoritaire – ce qui va l'obliger sans former de coalition avec la gauche radicale ou la droite à négocier des soutiens au sein du Parlement – sera donc pour lui une période politique nouvelle, après qu'il a pu bénéficier pendant toute une législature, du confort de la majorité absolue. Mais pour autant, le Portugal a déjà connu des gouvernements minoritaires qui ont su durer. Il n'y a donc pas de menace d'instabilité institutionnelle dans le pays.

Sans majorité absolue, le PS devra gouverner en négociant

Un des atouts des socialistes fut que la droite portugaise n'avait pas de « challenger » de taille face à Sócrates. Celui-ci a donc pu changer son image, en l'adoucissant. Alors que sa dureté et quelques scandales avaient entaché son image et la campagne, il a pleinement incarné le rêve d'un Portugal moderne face aux conservateurs. Pour les observateurs, il faut maintenant qu'il garde son tempérament énergique, mais qu'il se débarrasse de son arrogance. D'ailleurs, il ne fait plus un seul discours sans faire référence à « l'humilité démocratique ».

Le PS est résolument au centre du champ politique et donc, à terme, au centre de contradictions futures. S'il doit poursuivre la modernisation du pays et continuer, notamment par temps de crise les réformes sociales, le PS doit aussi tenir compte de la progression de la droite populiste du CDS (Centre démocratique et social) – maintenant la troisième force du pays, et du BE (Bloc de gauche). Le BE rassemble des anciens maoïstes, des ex-membres du PC de feu Alvaro Cunhal et des trotskystes affiliés au SU, donc proches de l'actuel NPA. Le PC et le BE ont exclu très tôt toute alliance avec le PS.

Sócrates va donc devoir trouver entre le PSD et la gauche, des soutiens au cas par cas. Mais, personne ne rendra de services au PS. Le pouvoir du nouveau parlement sera renforcé, surtout quand il s'agira de bloquer les initiatives du gouvernement.

Dans son programme, Sócrates a fait de l'emploi sa priorité et promis une relance économique tirée par l'investissement public, avec notamment la construction du TGV Lisbonne-Madrid et d'un nouvel aéroport international dans la capitale.

La défaite du PS aux élections européennes avait sonné l'alerte, mais elle a pour l'essentiel rappelé aux socialistes portugais que rien n'était acquis. En misant sur l'éloignement de Barroso, quitte à brouiller le message européen du PS, Sócrates a fait un choix paradoxal. Il ne voulait pas du retour de Barroso au pays, mais il l'aurait quand même sur le dos via la Commission européenne, d'autant que la victoire de la CDU renforce un pôle conservateur européen qui va de Barroso à Berlusconi en passant par Sarkozy et donc, désormais Merkel et ses nouveaux alliés libéraux.

Brèves : Les élections tchèques auront lieu

à la fin du mois de mai prochain c'est-à-dire à la date régulière. Après plusieurs annonces d'élections anticipées, avec une campagne qui avait déjà commencé, l'Assemblée ne s'est pas auto-dissoute. Le parti social-démocrate a expliqué qu'il craignait qu'en cas de dissolution, la Cour constitutionnelle soit saisie de plaintes de députés, comme cela avait été le cas au début de la

crise institutionnelle qui touche le pays depuis plusieurs mois. Le gouvernement Topolanek est tombé en pleine présidence tchèque de l'Union européenne et il est remplacé depuis par un gouvernement de techniciens.

L'euro s'est considérablement renforcé depuis le début de l'année en Albanie passant de 123,55 leks pour 1 euro en janvier à 133,66 leks pour 1 euro au courant du mois de septembre, selon la Banque d'Albanie.

L'Albanie a profité depuis 1991 plus de 1,55 milliards d'euros d'aide provenant des pays de l'UE pour son développement économique et sociale.

L'Italie et la Grèce sont les deux principaux partenaires commerciaux de l'Albanie, un des pays les plus pauvres d'Europe.

Le pays a présenté en avril dernier sa demande à l'adhésion à l'UE après que les 27 pays membres de l'UE aient ratifié l'accord de stabilisation et d'association avec elle.

Autriche : revers pour le SPÖ

Le parti conservateur ÖVP, membre de la grande coalition au pouvoir a gardé dans son giron la province de Haute-Autriche (nord) lors du scrutin du 27 septembre dernier et qui fut marqué par une nouvelle très forte poussée de l'extrême droite.

L'ÖVP progresse légèrement par rapport à son résultat de 2003, loin devant les sociaux-démocrates du SPÖ qui subissent une nouvelle déroute et perdent plus de 10 points à environ 27% (38,33%), tandis que le parti d'extrême droite FPÖ double presque ses voix aux environs de 15% (8,40%).

Les Verts restent stables aux alentours de 9% et pourraient ainsi, comme depuis 2003, rester l'allié des conservateurs au gouvernement régional, une constellation politique inédite en Autriche.

Ce résultat confirme la progression continue du FPÖ au sein de l'électorat autrichien, sur une ligne de plus en plus anti-immigrés et anti-islam.

Le parti dirigé par Heinz-Christian Strache a ainsi augmenté son audience à chaque rendez-vous depuis un an : de 6,5% aux législatives de 2008 où il est arrivé en 3e position, de 6,4% aux européennes en juin et surtout de 12,3% à l'élection régionale du Vorarlberg le 20 septembre, doublant presque le score de 2004.

Le populisme et la xénophobie du FPÖ lui font gagner des voix dans les milieux populaires des villes, bastions traditionnels des sociaux-démocrates.

Sur fond de crise économique et sociale, le SPÖ qui dirige le gouvernement fédéral avec le chancelier Werner Faymann, subit son cinquième revers électoral d'affilée depuis les législatives de septembre 2008, après ceux déjà enregistrés aux élections européennes et aux scrutins régionaux en Carinthie, à Salzbourg et au Vorarlberg.

Pour la première fois de son histoire, il tombe en Haute-Autriche sous la barre des 30%.

Le 20 septembre, au Vorarlberg, passant à peine la barre des 10% (10,1), il avait été relégué pour la première fois dans un

scrutin en Autriche au 4e rang, derrière les démocrates-chrétiens de l'ÖVP, le FPÖ et Les Verts.

Les prochains tests électoraux auront lieu en octobre 2010, dans la Ville-Etat régional de Vienne et dans la province du Burgenland, toutes deux dirigées par les sociaux-démocrates.

Moyen-Orient : Nicolas Sarkozy, Mahmoud Ahmadinejad et l'ONU

Après sa réélection controversée, la répression qui s'en est suivie contre l'opposition, et sa position anti-israélienne réaffirmée vendredi dernier à l'occasion de la journée Qods (Jérusalem), le discours de Mahmoud Ahmadinejad devant l'Assemblée générale annuelle de l'ONU était très attendu cette année. Le président ultraconservateur iranien a démontré une nouvelle fois son habilité à surprendre son auditoire.

On attendait qu'il réaffirme sa position désormais connue niant la réalité de l'Holocauste et appelant de ses vœux à la destruction d'Israël. Or, sans rien nier de ses déclarations passées, Ahmadinejad avance une nouvelle argumentation qui n'est pas seulement antisioniste mais qui traduit un sentiment qu'on peut qualifier davantage d'« antisémite », répandu dans une large partie de l'opinion arabe et musulmane mais aussi en Europe et dans d'autres parties du monde, en affirmant : « *il n'est plus acceptable qu'une petite minorité domine la politique, l'économie et la culture dans une large partie du monde grâce à ses réseaux sophistiqués, instaure une nouvelle forme d'esclavage et nuise à la réputation d'autres nations (...), afin d'atteindre ses objectifs racistes* ». Le résultat : Ahmadinejad a réussi à diviser l'Union européenne qui n'a pas pu réagir en commun face à son discours. Si certains pays dont la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont quitté la salle pour protester contre le discours d'Ahmadinejad, d'autres, à commencer par la Suède qui préside actuellement l'Union européenne, estimant que le président iranien n'a franchi aucune des lignes rouges tracées au préalable par l'Union, sont restés dans la salle pour l'écouter.

Mais, l'essentiel n'est pas ce « succès » relatif d'Ahmadinejad, mais bel et bien l'escalade verbale entre le président français Nicolas Sarkozy et le président iranien à la veille de l'Assemblée générale de l'ONU et pendant celle-ci.

On a assisté ces derniers jours à des échanges entre les présidents français et iranien rarement vus dans les annales des relations entre les pays qui ne se trouvent pas, au moins officiellement, dans une situation d'hostilité. Le lien établi par Ahmadinejad entre la libération de Clotilde Reiss, bloquée à l'ambassade de France à Téhéran en attendant le verdict de son procès, et la libération des prisonniers iraniens en France (il s'agit en réalité de Vakili Rad, condamné en 1994 en France pour l'assassinat de l'ex-Premier ministre iranien Chapour Bakhtiar qui pourrait être libéré dans un avenir proche) a servi d'argument à Nicolas Sarkozy pour rejeter le « chantage » iranien, même si l'un et l'autre ont insisté sur l'indépendance de la justice de leur pays, ce qui signifie qu'ils n'ont pas totalement fermé la porte à leur libération.

Cette escalade verbale entre les deux présidents n'est cependant que la suite logique de la nouvelle approche française vis-à-vis de l'Iran depuis que Nicolas Sarkozy a été élu président de la République. La première manifestation de cette nouvelle politique iranienne de la France fut la fermeté française sur le dossier du nucléaire iranien. La France a joué un rôle important

pour le transfert de ce dossier au Conseil de sécurité et la prise de sanctions contre l'Iran. On se souvient de la déclaration française « *la bombe ou le bombardement* » de l'Iran. D'autres déclarations de Nicolas Sarkozy, vis-à-vis des dirigeants iraniens, notamment la formule « *le peule iranien mérite mieux que ses dirigeants actuels* » font parties de cette escalade verbale entre la France et l'Iran.

Cette « *nouvelle politique* » française impulsée par Nicolas Sarkozy et en rupture totale avec ses prédécesseurs laisse perplexes les observateurs. Attend-t-il un changement du régime en Iran ? Rien ne laisse croire une telle éventualité à court et à moyen termes. Certes, le président français a raison de dire que le régime iranien est fragilisé après la réélection contestée d'Ahmadinejad et la violence contre les opposants. Même si le mouvement populaire de contestation est toujours présent, c'est la contestation interne au régime islamique qui est à l'origine de cette fragilité. Avec la prise de position de la majorité des grands ayatollahs en faveur de l'opposition d'une part et la division au sein même des conservateurs supposés soutenir Ahmadinejad d'autre part, la République islamique traverse effectivement une crise de légitimité que seul le soutien des Gardiens de la Révolution ne suffit pas à assurer. Il est donc évident que la République islamique ne peut fonctionner durablement contre l'avis des autorités religieuses et en l'absence de l'adhésion de la majorité des Iraniens, sauf à se transformer en une dictature militaire.

Mais, on se trompe lourdement si l'on considère que l'opposition réformatrice et ses dirigeants religieux ou laïcs sont plus enclins à accepter les approches et les intérêts de l'Occident au détriment de ceux de l'Iran. Mir Hussein Moussavi se considérant comme le véritable héritier d'ayatollah Khomeiny, le fondateur de la république islamique, ainsi que l'ex-président Mohammad Khatami, souhaite évidemment plus de démocratie et de libertés pour les Iraniens, mais ils ne sont nullement disposés à céder sur le dossier nucléaire ou sur les intérêts de l'Iran comme puissance régionale. Dans une vidéo mise sur l'Internet quelques jours après son arrestation le soir même du scrutin présidentiel du 12 juin, M. Ramazanzadeh, l'un des responsables imminents du parti réformateur Mosharekat et le porte-parole de l'ancien président, Mohammad Khatami, estimait que l'équipe d'Ahmadinejad sera disposée à donner des gages aux puissances étrangères, notamment sur le dossier nucléaire, pour compenser son manque de légitimité en Iran.

Qui peut croire qu'avec quelques mesures de sanction supplémentaires, on puisse infléchir la position iranienne sur le dossier nucléaire au point qu'il abandonne l'enrichissement de l'uranium? Dès lors, plusieurs questions se posent. Regrettant l'époque Bush, le président français n'est-il pas gêné par la nouvelle approche américaine des questions internationales portée par Barack Obama, au point de vouloir la contrecarrer ? N'est-il pas tombé dans le piège tendu par Ahmadinejad, adepte d'une politique de tension et à la recherche d'un ennemi depuis que le spectre de « grand Satan » américain à la recherche d'un changement de régime n'est plus un danger ? Si des sanctions supplémentaires ne plient pas le régime iranien, allons nous vers l'option déjà évoquée de « *bombardement* » ?

Ce sont des questions qui méritent une réponse.

Communiqués du secrétariat international : Guinée : une répression inacceptable, une transition mal engagée

Le Parti socialiste condamne avec la plus grande fermeté l'assassinat de plusieurs dizaines de militants de l'opposition démocratique par des membres des « forces de l'ordre » guinéennes. Nous demandons à ce que toute la vérité soit faite sur ces massacres qui ne sauraient rester impunis. Cet événement inacceptable témoigne de la dérive du pouvoir en place, qui s'était engagé début 2009 à organiser des élections rapides et affirmait ne pas avoir l'intention d'y prendre part. Depuis lors, les intimidations se sont multipliées à l'encontre des partis politiques, sans doute pour étouffer une contestation sociale et politique grandissante. L'organisation des élections ne progresse qu'à petits pas et la transition a déjà dépassé les délais que ses responsables avaient eux-mêmes fixés. Nous rappelons que la constitution guinéenne prévoit l'organisation d'élections dans les 60 jours qui suivent le décès du Chef de l'État, l'intérim devant être assuré par le Président de l'Assemblée nationale. Ce délai est très largement dépassé et la situation se dégrade. Plus que jamais, la tenue d'un scrutin susceptible de donner au pays une direction légitime démocratiquement apparaît comme nécessaire.

Pour revenir à l'ordre constitutionnel, il est impératif que la France et l'Union européenne tiennent un discours nettement plus ferme que celui adopté depuis un an. À peine dix jours après le coup d'État de décembre 2008, le secrétaire d'État à la coopération, Alain Joyandet, décidait, sur la base d'engagements de la junte naïvement pris pour argent comptant, de ne pas suspendre la coopération bilatérale avec la Guinée. La France a annoncé ce mardi la suspension immédiate de sa coopération militaire. C'est bien le moins. À la lecture des événements récents, l'ensemble des relations bilatérales doit être réexaminé.

Le Parti socialiste affirme sa solidarité avec les partis politiques guinéens qui essaient, souvent à grands risques, de faire vivre l'espoir démocratique dans le pays.

Le OUI irlandais clôt un débat, mais ne met pas fin à la panne européenne.

Le Parti socialiste salue les résultats du référendum par lequel une majorité d'Irlandais ont ratifié le Traité de Lisbonne.

Le Parti socialiste félicite particulièrement le Parti travailliste irlandais et son leader, Eamon Gilmore, de leur importante contribution à ce résultat.

Dans un pays fortement ébranlé par la crise économique et financière, l'importante minorité de votes négatifs et d'abstentions rappelle cependant que de nombreux irlandais sont inquiets de la situation du monde et des effets des politiques libérales et inégalitaires conduites par les droites majoritaires en Europe. Le vote irlandais clôt un débat institutionnel mais l'Europe est toujours en panne.

Tant que l'Europe n'aura pas changé de cap, tant qu'elle tournera le dos aux préoccupations quotidiennes des Européens, elle n'entraînera pas les peuples.

Elections en Grèce : L'espoir renaît à Athènes

Le Parti socialiste salue la belle victoire du PASOK, qui, sous la conduite de son chef, Georges Papandréou a remporté la majorité absolue au Parlement. De grandes attentes reposent sur les socialistes, mais sans aucun doute, l'espoir renaît à Athènes.

L'espoir d'une autre politique en Grèce, plus précautionneuse

avec les fonds publics, plus équilibrée dans les prélèvements fiscaux, plus sociaux vers les moins riches et plus efficace en matière d'éducation.

L'espoir renaît aussi pour la gauche après l'échec allemand et le succès mitigé portugais. La victoire de Georges Papandréou est une excellente nouvelle pour les socialistes européens.

Tunisie - soutien à Mustapha Benjaafar

Le PS a appris avec consternation la décision du Conseil consti-

tutionnel tunisien d'exclure de l'élection présidentielle Mustapha Benjaafar, personnalité tunisienne jouissant d'un très grand respect et fondateur d'un parti légal, devenu membre de l'Internationale socialiste. Cette mesure, qui une fois encore contribue à fermer le champ politique tunisien, est contraire à toute aspiration à l'ouverture démocratique en Tunisie, et porteuse de risques à long terme pour le pays.

Le parti socialiste tient à redire son estime et son amitié à Mustapha Benjaafar, et à adresser un message de solidarité à ses camarades du Forum démocratique pour le Travail et les Libertés.



La Russie : puissance mondiale, puissance démocratique ?

Paris, Assemblée nationale
9 octobre 2009

Colloque organisé par la Fondation Jean-Jaurès et le mouvement Alternativy, en liaison avec le Parti socialiste.

9h-13h

Introduction **Gérard Fuchs** Responsable du Département international de la Fondation Jean-Jaurès, ancien député

1ère table ronde - La situation en Russie : les ferments de la démocratie.

Interventions sur les luttes sociales et les mouvements de mobilisation :
les nouvelles formes de revendications et de manifestations

• Droits de l'Homme

Ilya Sivoldaev (Voronej), Avocat spécialisé dans la défense des droits de l'homme et les actions devant la Cour européenne de Justice

• Actions syndicales

Tamara Vedernikova (Saint-Petersbourg), Syndicaliste

• Culture et éducation

Ludmila Bulavka (Moscou), Universitaire

Réactions de représentants d'organisations syndicales et de défense des droits de l'homme françaises.

Débat

14h30-18h30

2ème table ronde - UE-Russie : choisir une politique.

Présentation par un intervenant européen

Réactions :

Alexandre Buzgalin (Moscou) Responsable du mouvement «Alternativy» et coordinateur du Forum Social russe

Boris Guseletov (Moscou) Responsable du Secteur de coopération internationale de l'Institut « Un monde juste »

Jean-Christophe Cambadélis Secrétaire national à l'Europe et aux Relations internationales du PS, député

Débat

Conclusion

Traduction français-russe assurée

inscription : acfranck@jean-jaures.org
Tel. : 01 40 23 24 35